

Taiwan, Hong Kong et la République populaire de Chine : les contraintes de l'économie

Jean-Pierre CABESTAN

Professeur à l'Université baptiste de Hong Kong
Membre correspondant de la 5^e section de l'ASOM
Enseignement, littérature, archéologie, beaux-arts

Taiwan est un État de fait indépendant revendiqué par la République populaire de Chine (RPC) qui considère cette île aujourd'hui démocratique comme une partie intégrante et « sacrée » de son territoire. Si la République de Chine (RDC), le nom officiel de Taiwan, continue de pouvoir assurer sa souveraineté et sa sécurité, du fait du soutien stratégique vital que lui apportent les États-Unis, son économie est très dépendante du continent chinois, c'est-à-dire de la RPC. Celle-ci concentre la majorité du stock d'investissements extérieurs de Taiwan et 42% de ses exportations. Bien que le gouvernement de Mme Tsai Ing-wen, la présidente de Taiwan depuis 2016, s'efforce de réduire cette dépendance en diversifiant ses partenariats économiques, sa « politique en direction du sud » n'a pas encore atteint des objectifs probants, fragilisant l'indépendance à long terme de l'île.

Faisant partie intégrante de la RPC depuis 1997, Hong Kong est dans situation tout autre. En dépit du « haut degré d'autonomie » qui lui a été promis, ce territoire s'intègre peu à peu dans l'économie chinoise et en particulier ce que l'on appelle le *Greater Bay Area*, c'est-à-dire l'estuaire de la rivière des Perles, la partie la plus dynamique de la province du Guangdong (Shenzhen, Canton, Foshan, Zhuhai) ainsi que l'autre région administrative spéciale qu'est Macao. Expression de multiples craintes à l'égard du régime communiste, les mouvements de protestations des dernières années – la révolution des parapluies de 2014 comme les manifestations contre la loi d'extradition vers le continent de 2019 – ont paradoxalement accéléré cette intégration. En effet, limitant l'autonomie de Hong Kong comme les libertés publiques qui y sont garanties, la loi de sécurité nationale introduite le 1^{er} juillet 2020 a renforcé l'emprise de Pékin sur le territoire, le contraignant un peu plus à aligner ses plans de développements sur ceux du gouvernement central. Si la place financière de Hong Kong et notamment sa bourse sont appelées à continuer de jouer un rôle mondial, elles sont de plus en plus destinées à financer l'essor économique et technologique de l'ensemble du pays.

Références

Jean-Pierre Cabestan, - *Political Changes in Taiwan Under Ma Ying-jeou. Partisan Conflict, Policy Choices, External Constraints and Security Challenges*. (co-dirigé avec Jacques deLisle), Abingdon, Oxon & New York, Routledge, 2014.

Jean-Pierre Cabestan, « Changing Identities in Taiwan under Ma Ying-jeou », in Lowell Dittmer ed., *Taiwan and China. Fitful Embrace*, Oakland, University of California Press, 2017, pp. 42-60.

Jean-Pierre Cabestan, « Taiwan is not isolated! Cross Strait Multiple Interactions in an Era of No High Level Contacts », *China's World*, Vol. 3, n° 1, 2018, pp. 60-80.

Jean-Pierre Cabestan, « Vingt ans après : transformations et défis de Hong Kong sous le régime chinois » (en collaboration avec Éric Florence), *Perspectives chinoises*, 2018/3, pp. 3-64.

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, *Hong Kong : la seconde rétrocession*, Paris, Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020,
<http://www.fondapol.org/etude/hongkong-la-seconde-retrocession/>

Jean-Pierre Cabestan, « Taiwan et Hong Kong face à la volonté de puissance de la Chine », *Revue des Deux Mondes*, novembre 2020, pp. 62-71.